

## LES CONDITIONS DE CHANGEMENT DU SYSTEME POLITIQUE A MADAGASCAR

par

Lothar ALBERTIN(\*)

### Le choix du sujet

Cette communication s'explique par des motifs subjectifs et objectifs. J'ai été invité à l'université d'Antananarivo deux fois et j'ai voyagé à travers quelques provinces pour étudier les conditions de vie et les problèmes. En Allemagne, j'essaie d'attirer l'attention de l'opinion publique, du monde scientifique et économique sur Madagascar. Au niveau universitaire, il existe une coopération de l'université de Bielefeld avec celle d'Antananarivo. Quel est le motif objectif ? Madagascar se sent négligé par l'Europe. C'est la même chose pour la plupart des pays africains. Quant à la politique de la France en Afrique francophone, le jugement dominant des média indique qu'elle a échoué pendant les années 80. Les activités françaises se concentrent sur les pays maghrébins. Celles des autres Etats européens de l'Ouest restent modestes envers l'Afrique et Madagascar —

---

(\*) Université de Bielefeld, Allemagne.

Nous tenons à préciser que ce texte a été écrit à la fin de la crise politique et qu'il a été remanié par les soins de la rédaction, tout en espérant avoir sauvé la pensée de l'auteur (N.D.L.R.).

malgré des aides diverses de la part de la CEE. Depuis la chute des régimes communistes en Europe de l'Est, la CEE a renforcé son intérêt pour la démocratisation des pays africains, mais, en réalité, il y en a quelques-uns qui souffrent de la faim et de la violence des guerres civiles. Les stratégies politiques et les ressources financières de l'Ouest sont fixées sur l'ex-URSS. Les relations entre l'Europe de l'Ouest et les pays de l'Est se sont accentuées au détriment de Madagascar.

Si l'on regarde cette situation macro-politique, est-ce qu'on peut dire que le changement du système politique à Madagascar peut lui donner une nouvelle dimension ? J'en suis convaincu, à condition que la Grande Ile reconnaisse les motifs principaux du processus de transformation et prenne en considération quelques aspects de sa politique intérieure et extérieure.

### **La dégradation du pouvoir : causes et symptômes**

Comment analyser les causes de la dégradation du pouvoir ?

Une remarque préliminaire est nécessaire. L'approche comparatiste dans le cadre de l'histoire malgache n'est guère utile. Sous le colonialisme, les structures de Madagascar différaient nettement de celles qui furent mises en place après 1961. Bien sûr, il existe des facteurs singuliers qu'on peut comparer dans le temps. Cela est vrai par exemple pour l'aggravation des conditions de vie. Pour mémoire, rappelons qu'en 1931, le gouverneur général Olivier imputait à la sous-alimentation la stagnation de la population :

"Dans un pays aussi faiblement peuplé que la Grande Ile, on conçoit aisément les répercussions que peut entraîner la sous-alimentation d'un million d'individus"<sup>1</sup>.

Le journal *L'Echo du Sud*, organe des colons français, écrivait en 1935 :

"Les touristes qui traversent aujourd'hui l'Androy ne voient que visages affamés et squelettes ambulants. La famine décime l'Androy, la mort fauche les villages ; les villes sont remplies de pauvres diables mendiant un peu de riz ou réclamant un travail qu'ils seraient incapables de faire"<sup>2</sup>.

D'autres conditions comparables concernent l'état de santé, en particulier quelques maladies, comme par exemple la recrudescence du paludisme ou la réapparition de la peste dans deux quartiers de la capitale il y a quelques années.

---

1. Pierre Boiteau, *Contribution à l'histoire de la nation malgache*, Paris, 1982, p. 291.

2. *Ibid.*

Je vais y revenir. *Last not least*, on n'a pas assez lutté contre le phénomène de la mortalité des enfants. On peut comparer également les étapes de bidonvillisation et de taudification de la capitale et d'autres villes jusqu'à l'heure actuelle. En 1990, l'un des maires-adjoints d'Antananarivo m'a confirmé que les difficultés d'un contrôle social sur la population affluant vers la ville sont insurmontables. On sait que la plupart des Malgaches fondaient de grands espoirs sur la libéralisation de l'économie. En fait, elle fut tardive, trop lente et indécise. Elle a diminué le pouvoir d'achat des couches déshéritées et même celui des couches moyennes urbanisées. Aucun modèle d'aide sociale n'a compensé leurs désavantages.

Une autre question se posait à cette occasion. Dans quelle mesure la même élite politique et administrative qui dirigeait l'économie d'une façon socialiste a-t-elle été capable de maîtriser la reconversion ? Si l'on observe les concepts de cette opération, il faut constater des effets négatifs. Les changements dans le domaine économique ont négligé le secteur des infrastructures. L'Etat a négligé la possibilité de réorganiser les ressources financières, les connaissances acquises et la capacité personnelle. Voici un exemple historique et actuel.

En 1989, un collaborateur de l'institut Pasteur de Madagascar a écrit qu'on pouvait être assuré "que Tananarive reste constamment menacée par une réintroduction de la peste". Il regrette à ce propos "que les bailleurs de fonds internationaux se désintéressent presque totalement de la peste et des problèmes de santé publique qu'elle pose à un certain nombre de pays, dont Madagascar"<sup>3</sup>.

Il me semble que l'auteur ne savait pas ce qui s'était déjà passé dans les services de l'administration. Il ne connaissait pas l'histoire des dossiers concernant l'assainissement programmé de l'un des quartiers qui devait s'étendre sur cinq ans. L'analyse et le projet de l'assainissement ont été initiés sous le colonialisme, au début des années 50. En 1964, les expertises ont lié les problèmes de l'eau aux questions socio-économiques. Dix ans après, on a élaboré un projet concernant l'eau, la pluie et les eaux usées. A la place de sa réalisation proposée pour 1980, on a présenté un autre projet à la Banque Mondiale (1982) et d'autres études qui modifiaient le projet<sup>4</sup>.

---

3. P. Coulanges, "La Peste à Tananarive", *Archives de l'Institut Pasteur de Madagascar*, Vol. LVI, 1989, pp. 9-35 (p. 26).

4. Voir Lothar Albertin, *Gesundheitswesen, Natur und Umweltschutz — Aufbruchsstimmung in der madagassischen Gesellschaft ?* (A paraître prochainement).

Des institutions nouvelles sont intervenues : le Bureau de Développement Urbain, créé en 1986, et le Bureau de Développement de la Plaine d'Antananarivo à partir de 1988<sup>5</sup>.

Les dossiers reflètent l'état actuel des problèmes : entre autres la difficulté d'écoulement des crues dans les rivières ; les inondations dues au débordement des eaux sur les digues, inondations des quartiers de la ville ; stations d'épuration des eaux usées non entretenues, et — *last not least* — la menace de pollution surtout dans les bas quartiers et dans les plaines urbanisées de façon sauvage. Les solutions projetées ont été incorporées dans un contrat de crédit avec la Banque Mondiale et la Caisse Centrale de Coopération Economique (aujourd'hui : Caisse française de Développement) le 21 décembre 1990<sup>6</sup>.

Pourquoi mentionner cette longue liste d'initiatives d'études et de projets menés par des experts malgaches et étrangers ? L'historien est tenté d'analyser les causes des omissions, des retards et de la stagnation, il s'agit en même temps de faire le constat de la souffrance de la population concernée. Sa misère aurait pu être combattue plus tôt. Mais ce raisonnement hypothétique n'influence plus la situation actuelle, et, dans ce cas, on ne pourrait s'abstenir de juger d'un point de vue moral cette inactivité. Une telle indignation ne sert à rien. Le récit de ce processus parle de lui-même.

A Madagascar, il existe une multitude de moyens financiers de différentes sources et — par conséquent — concurrentes dans le domaine de la protection de l'environnement et de la nature. On observe un réseau pléthorique d'organisations engagées, de la Banque Mondiale au petit "World Wildlife Fund for Nature" qui est actif à Madagascar depuis un quart de siècle.

A Tananarive, une Association nationale d'action environnementale s'est créée à laquelle appartiennent des représentants de l'Etat, des Eglises et d'autres organisations non-gouvernementales. Cette Association peut s'appuyer sur la "Charte de l'Environnement Malgache" consacrée par la loi en décembre 1990<sup>7</sup>.

Le terme de l'environnement est défini d'une façon moderne ; il concerne la nature et l'environnement gérés par l'homme, y compris les facteurs sociaux et

---

5. Cf. Faranirina Esoavelomandroso et Jean Fremigacci, "Héritage de l'histoire et mode d'urbanisation malgache : Tananarive" ; Faranirina V. Esoavelomandroso, "Discours colonial et transformations de l'espace urbain : Tananarive dans l'entre-deux-guerres", in : Jean Fremigacci, sous la direction de, *Histoire et organisation de l'espace à Madagascar, Cahiers du C.R.A.*, n° 7, 1989, pp. 71- 82 et 83-106.

6. *Journal Officiel*, n° 2036, 24.12.1990, 2540-2542, Annexe 2.

7. *Ibid.*

culturels. La loi oblige chacun à veiller sur la protection de l'environnement dans lequel il vit. Des individus, des groupes et des organisations sont autorisés à s'informer et à participer aux décisions. L'Etat considère comme son devoir de coopérer avec les communes ainsi qu'avec les organisations non-gouvernementales pour mener des campagnes sensibilisant la population.

Pour quelles raisons presque rien ne fut changé à Madagascar malgré les lois, les organisations et les activités dont nous venons de parler ? La réponse est complexe. En ce qui concerne le système politique, on peut affirmer que la démocratisation est une condition préalable aussi bien qu'un résultat de la sensibilisation écologique de la population.

### L'attitude du pouvoir en 1991

Selon le Comité national d'observation des élections et d'éducation des citoyens (CNOE), association de défense des droits civiques, créée début 1989, le projet réformateur du gouvernement était difficilement recevable, car il ne faisait que confirmer la "propension à l'autoritarisme" du régime, en concentrant "tous les pouvoirs dans les mains du seul président de la République".

En ce qui concerne l'ancienne constitution, fondée sur la pensée marxiste, les termes "socialiste" ou "socialisme" ont été systématiquement supprimés dans le corps du texte, mais le terme "*tolom-piavotana*" (révolution) est maintenu dans la devise de la République dite démocratique. Et, malgré le "changement d'étiquette" de l'ex-Conseil Suprême de la Révolution, transformé en "Conseil Supérieur de la République", rien n'a vraiment changé. Les structures de l'Etat n'ont subi aucune modification<sup>8</sup>.

En résumé le projet gouvernemental de révision de la constitution n'a pas satisfait l'opposition à cette époque-là. Celle-ci a donné un mois au régime pour réunir une conférence nationale des représentants du pouvoir et de la société civile (partis d'opposition, syndicats, associations civiles et religieuses). Le silence des autorités a provoqué la grève générale. Ce n'est qu'en mars dernier que le congrès national a pu commencer ses délibérations sur la constitution et le scrutin électoral. La succession des événements a montré que le pouvoir a sous-estimé le potentiel de ses adversaires. Sa mauvaise analyse de la situation et son manque d'appréciation des besoins des masses ont confirmé qu'il avait perdu le contact avec la population.

---

8. *Le Monde*, 13.6.1991.

Les moyens de répression — l'état d'urgence, les arrestations ou la menace de licenciement des fonctionnaires — ont évidemment échoué et accéléré le déclin du pouvoir.

En ce qui concerne la position du président, il en résultait maintenant que le chef de l'Etat avait renforcé depuis longtemps la personnalisation du pouvoir. En conséquence, l'opinion publique le rendit responsable de tous les péchés du régime : l'arbitraire, le favoritisme, le népotisme, l'incurie, la vantardise, la corruption "étalée à une échelle inimaginable". "La tare mortelle de tout pouvoir absolu réside dans l'incapacité de se remettre jamais en question. C'est la complaisance permanente dans l'autosatisfaction"<sup>9</sup>.

Depuis le bain de sang devant le palais du président le 10 août 1991, les conditions du changement se sont modifiées. *Le Monde* écrivait le 13 août : "Tananarive ne sera pas Prague 1990 : la "révolution de velours", version malgache, est morte et enterrée avant d'avoir vue le jour". Et le *Figaro* du 12 août : "En une journée, tout a basculé". La répression brutale de la "marche de la liberté" a produit ses "martyrs".

### **Les contre-pouvoirs : les Forces vives et leur résistance**

Les événements depuis juin 1991 sont marqués de quelques traits caractéristiques. La descente dans les rues de Tananarive, les manifestations quotidiennes de quelques cent mille personnes sont un fait prodigieux et extraordinaire. Cela apporta un nouvel éclairage sur la mentalité politique des Malgaches. Beaucoup d'observateurs et de connaisseurs évoquaient jusque-là l'inertie et l'apathie de la masse malgache. On comparait sa passivité à la vitalité des mouvements de contestation dans les pays africains dont on disait qu'ils avaient ressenti avec ferveur le grand souffle de liberté venu des pays de l'Europe de l'Est après l'effondrement du communisme : "Seule la grande Ile de l'océan Indien semblait avoir échappé à la contagion et restait sourde à l'immense appel du large"<sup>10</sup>.

L'auteur de cette phrase, ancien ministre des Affaires Etrangères français, n'avait pas tout à fait raison. Depuis longtemps la presse malgache présentait des informations sur les événements dans les pays de l'Est, et elle soulignait le caractère non-violent de la contestation, le rôle médiateur des Eglises, l'envergure des manifestations dans les rues, etc... Il y a eu une contagion intellectuelle, une ouverture d'esprit et une recherche de possibilités analogues. Il

---

9. *Le Figaro*, 3.7.1991.

10. *Ibid.*

faut ajouter que l'observation de certains processus révolutionnaires en Afrique, en particulier de l'horreur des guerres civiles, a stimulé ou renforcé la version malgache non-violente.

Ce qui caractérise le cas malgache, c'est le fait que l'opposition a réussi presque totalement à faire prévaloir cette version. Si l'on analyse ce type d'opposition, on trouve à la fois des éléments classiques et de nouvelles données. En voici plusieurs :

- le large éventail des groupes et des institutions ;
- le rôle des Eglises dont le Conseil œcuménique des Eglises (FFKM) a été appelé la "conscience de la nation"<sup>11</sup>.

Après le 10 août, le FFKM, regroupant les quatre plus importantes églises de Madagascar — catholique, luthérienne, protestante et anglicane — a abandonné son traditionnel rôle d'arbitre en se joignant aux manifestations : "L'église est maintenant aux côtés du peuple"<sup>12</sup>.

- la durée des manifestations ;
- la grève générale ;
- le "sit-in" sur la "place du 13 mai", avenue de l'Indépendance et d'autres méthodes non-violentes ;
- le dialogue avec le pouvoir ;
- la neutralité de l'armée — un phénomène qui favorisa l'opposition et qui facilita sa volonté de rester non-violente ;
- l'auto-contrôle des Forces vives à l'égard de la stratégie non-violente ;
- le dynamisme propre du mouvement révolutionnaire s'exprimant par l'accroissement des revendications au sein de la masse, concernant en particulier le départ du président.

### Comment attirer l'attention de l'Europe ?

L'année dernière, une chaîne de télévision allemande diffusait la documentation suivante : "L'aide au développement est-elle à sa fin ?" Quoique le titre ait exagéré ce qu'il voulait dire, il ne faut pas qu'on cache deux problèmes actuels.

1) Le scepticisme quant au succès de l'aide, confrontée aux conséquences des bouleversements de l'Est. 2) Le paradigme de l'orientation historique et politique de l'Allemagne change évidemment ; l'histoire de l'après-guerre prend fin. Les Allemands de l'Ouest concentrent leurs efforts personnels et financiers sur les

---

11. *Le Figaro*, 3.5.1991.

12. *Le Monde*, 14.8.1991.

nouveaux *Länder* et sur le marché de l'Est. C'est la même tendance dans les pays industrialisés de l'Ouest. Les gouvernements allemands (du *Bund* et des *Länder*) soulignent à chaque occasion officielle qu'ils ne veulent pas négliger les pays en voie de développement, et, par ailleurs, la CEE a augmenté ses aides, mais malgré cela, l'attention dominante est fixée sur l'Est. Les relations Nord-Sud existant depuis des décennies disparaissent peu à peu du proche horizon européen. Et il est devenu encore plus difficile pour un pays lointain comme Madagascar, qui fait rarement les gros titres de la scène mondiale, d'attirer et de retenir l'attention publique. Pourtant, ceci est plus nécessaire que jamais. De la part de l'Occident, il existe des raisons politiques supplémentaires qui rendent nécessaires ce changement de cap. La coopération provisoirement institutionnalisée entre l'OTAN et la Communauté des Etats Indépendants (CEI) souligne l'importance de ces rapports. C'est également la CEE qui suit le processus d'approche des Etats voisins nouvellement démocratisés. Plusieurs manifestent leur volonté de trouver au moins un statut d'adhésion associée à la CEE. Cette admission se fera très lentement. Théoriquement, la CEE renouera avec son ancienne tradition selon le principe qu'un pays démocratisé doit être aidé en le faisant entrer dans la Communauté. C'est ce qui s'est passé dans le cas de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal. En résumé, il existe beaucoup de raisons pour lesquelles les stratégies et les ressources de l'Europe de l'Ouest resteront concentrées en premier lieu sur les pays de l'Est. Quelles sont les conséquences pour Madagascar et les pays en voie de développement en Afrique. Il est probable que les bailleurs de fonds — la Banque Mondiale et le FMI y compris — ne diminueront pas leurs prestations, mais il est déjà évident qu'ils tiendront compte plus strictement du degré de démocratisation des pays concernés. De plus, l'opinion publique en Europe de l'Ouest contrôle — à l'aide des média — la politique de ses gouvernants.

De ce point de vue, la Grande Ile dispose d'un avantage extraordinaire. Elle a inauguré un modèle de transformation politique. Si elle réussit, elle gagnera une réputation qui saute aux yeux du monde. Elle se légitimera par une nouvelle identité politique. Elle attirera également la sympathie des investisseurs potentiels, des touristes, etc... De plus, un processus de changement convainquant encouragera les Allemands et les Européens qui s'engagent pour Madagascar.

Il nous semble que des liens plus étroits entre Madagascar et l'Europe sont absolument nécessaires. D'autres rapports peuvent les compléter mais pas les remplacer. Certaines réflexions récentes sur le rôle extérieur de Madagascar traitent des pays de l'Extrême-Orient et du Sud-Est asiatique, lesquels ont pour ambition de faire de la "Zone Pacifique" le plus grand marché économique du

monde<sup>13</sup>. Mais les structures économiques et politiques de ces pays resteront toujours trop différentes. De telles visions sont illusoire, alors que le pragmatisme d'une *realpolitik* à la malgache semble ouvrir des perspectives favorables. Les relations avec l'Afrique du Sud peuvent être l'exemple le plus prometteur, d'autant que la politique anti-apartheid du gouvernement sud-africain écarte un certain embarras.

Quant au rôle des Etats de l'océan Indien, Madagascar doit définir ses atouts par lesquels elle peut s'intégrer d'une façon caractéristique dans un réseau de bonnes relations voisines. Nous n'attendons pas que Madagascar devienne le Hongkong de l'Afrique comme l'île Maurice, mais la Grande Ile peut se représenter grâce à deux atouts : premièrement à l'aptitude de maîtriser sa révolution non-violente, deuxièmement à la prise de conscience dans le domaine de l'environnement et à la volonté de protéger sa flore et sa faune unique.

### Comment se démocratiser ?

Quels sont les éléments de l'Etat démocratique et de la société qui favorisent le progrès du changement du système politique ?

Il faut d'abord éviter les faiblesses de l'ancien pouvoir. A l'heure actuelle, il existe une certaine dérive du processus révolutionnaire. On verra si la solidarité vécue au sein du peuple influence son esprit civique et son comportement. Le gouvernement de transition se trouve confronté à un dilemme d'interprétation dans les média. D'une part, on félicite les Malgaches de cette révolution paisible, d'autre part on leur reproche d'avoir ruiné les premiers signes d'un redressement économique. Quelques représentants de la Banque Mondiale, au cours d'un séjour exploratoire, se sont exprimés dans ce sens<sup>14</sup>. Mais quel est l'historien qui connaît une alternative à cette façon du changement politique qui ne soit pas hypothétique ?

Sans doute, après cette grève de sept mois, le retour à la vie normale est difficile. Les grévistes doivent rétablir par leurs propres moyens la morale du travail. Il ne manque pas de critiques à cet égard, par exemple dans le domaine de l'enseignement. N'a-t-on pas écrit que "le laisser-aller gagne du terrain car le ministre est un homme des grévistes"<sup>15</sup>.

13. J.-P. Razafy-Andriamihaingo, "Les nouveaux axes de la politique extérieure malgache", Colloque «Madagascar : quelles années 90 ?» *Revue Madagascar, Océan Indien*, janvier 1991, n° 5, pp. 9-45 (p. 25).

14. *Dans les Média Demain (DMD)*, Hebdomadaire d'information et d'analyse, sous la direction de Honoré Razafintsalama, Antananarivo, 11.-18.2.1992.

15. *Ibid.*, 4.-12.1992.

Une question cruciale décidera probablement du sort de cette révolution. Quand la population ressentira-t-elle une amélioration de ses conditions de vie ? On a pu comprendre que les promesses annoncées par le président de la Haute Autorité de l'Etat (HAE) seront difficiles à réaliser. Dans l'histoire des peuples, les masses mobilisées ne sont pas prêtes à attendre longtemps une relance économique après la réforme politique. Normalement, elles revendiquent les deux objectifs en même temps. Et la classe politique, en particulier les représentants des Forces vives, garderont-ils l'esprit de la coopération ? L'une des conditions préalables est évidemment que le nombre des partis politiques — on en a compté plus 30 — se réduise. Un autre problème se pose au niveau de l'éducation politique de la population. Le peuple, qui est descendu dans la rue, a mis son énergie à l'épreuve. Il a manifesté de façon motivée et disciplinée. Mais comment utiliser cet engagement extraordinaire pour la participation à un processus réglé par la constitution à venir ? Comment transférer une telle énergie politique dans les formes institutionnelles d'une démocratie représentative ? Quels seront les instances, les organisations, les groupes qui pourront conforter ce "processus d'apprentissage" ? Il y a déjà quelques journaux qui jouent un tel rôle. La presse sera un élément indispensable pour l'enseignement politique. Elle doit atteindre les couches qui ne connaissent que l'abstentionnisme politique ou l'endoctrinement idéologique. Selon le ministre de l'Intérieur, lors de l'émission radiophonique *Avara-patana* du 9 février 1992, la presse est nécessaire pour lutter contre la corruption et les malversations dans les services. Un tel langage est nouveau et constitue "un signe tangible de changement des relations" entre la presse et ce ministère<sup>16</sup>.

Entretemps la presse est en train de réorganiser ses moyens et de réfléchir sur les principes de son travail. Même le ministre de l'Intérieur a reconnu ouvertement que les journalistes "devront maintenant aller au fond des choses, ce qui rendra efficace la guerre anti-corruption, par exemple". L'un des principes du Conseil de l'ordre des journalistes sera de "déterminer une politique rigoureuse en matière de déontologie de la profession et, dans ce contexte, résister à toutes les pressions d'où elles viennent"<sup>17</sup>.

Et le nouveau gouvernement sera-t-il assez compétent pour définir — et limiter — son rôle afin de pouvoir accomplir efficacement les fonctions qui sont les siennes ? Depuis longtemps on parle de la situation déficitaire quant aux infrastructures routières, portuaires et ferroviaires. De plus, l'Etat n'a pu

---

16. *Ibid.*, 18.-25.2.1992, p. 9.

17. *Ibid.*

maintenir en bon état ce qu'on avait construit avec l'aide étrangère. Prenons l'exemple du réseau routier : où sont les ingénieurs des ponts et chaussées qui dirigent leur réfection ? Certes, les améliorations nécessaires dans divers domaines ne peuvent être réalisées qu'à long terme, mais il faut que le gouvernement commence tout de suite à travailler d'une manière décidée. Les investisseurs potentiels attendent la fin de la transition. Le mauvais état des infrastructures offre des chances énormes pour la dynamisation du marché du travail. Mais il est indubitablement nécessaire que l'Etat cède le plus possible de ses parts au secteur privé.

En ce qui concerne les investisseurs d'origine étrangère, la modification du Code d'Investissement présentée par une délégation de hauts fonctionnaires et d'hommes d'affaires dans quelques capitales européennes ne suffit pas à elle-seule. Il est nécessaire que les chefs d'entreprises prennent l'initiative eux-mêmes. L'Etat doit les encourager au lieu de les réglementer. La Chambre de l'Industrie et du Commerce et d'autres organes d'entrepreneurs doivent sortir de l'ombre pour prendre le rôle d'intermédiaire entre l'économie malgache et le marché extérieur.

Il faut que toutes les stratégies dans les domaines politique et économique ne négligent plus les besoins écologiques. Comment concilier l'économie et l'écologie? Cette question est devenue mondiale. Déjà en 1972, la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement souligna le lien profond entre les deux objectifs<sup>18</sup>. La Conférence à Rio de Janeiro en juin prochain (1992) essaiera de sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent les rapports entre le Sud et le Nord. En décembre dernier, la Conférence mondiale des Organisations non-gouvernementales sur l'Environnement et le Développement a préparé la rencontre de Rio de Janeiro. Ce qui marque notre époque c'est l'évolution des citoyens et de la vie associative et - plus généralement — l'arrivée sur la scène politique de la "société civile"<sup>19</sup>. Elle aborde les problèmes issus du capitalisme triomphant et de la toute-puissance de l'évangile de la compétitivité. Tous sont concernés. Comment créer une "conscience écologique" ? En d'autres termes, sans vouloir paraphraser Chossudovsky, "comment éviter la mondialisation de la pauvreté ?"<sup>20</sup>

---

18. Ignacy Saces, "Comment concilier écologie et prospérité" ? *Le Monde diplomatique*, décembre 1991, p. 18. Cf. *La lettre Mensuelle de Jureco*, N° 37.

19. *Ibid.*

20. Cf. Michel Chossudovsky, "Comment éviter la mondialisation de la pauvreté" ? *Le Monde diplomatique*, septembre 1991.

## FAMINTINANA

Fiovana mbola tsy nifarana no andraman'ity asa ity hotanisaina. Na dia mifampiankina aza ny fepetra fiovana, dia ilaina ihany ny manasaraka ny tarehiny anatin'ny ivelany, ary koa ny manavaka ny fahefana sy ny fanoheram-pahefana. Tsy azo ihodivirana ireto fisehony ireto raha izay no tanjona :

1. Ny antony sy ny fikorosin'ny fahefana: ny sandan'ny fanitsiana aradrafitra eo amin'ny fiaraha-monina - ny fizarazan-tsaina ateraky ny fialàna amin'ny firehan-kevitra mpomba ny sosialima sy ny fanalalahana ara-toekarena, sns.
2. Ireo mpanohitra ny fitondrana: ny fizarazarana sy ny fiaraha-miasa ao anatin'ny sokajy politika - ny hery velona sy ireo fomba rehetra nentina nihoitra - ny asan'ny filazambaovao - ny fisainana politikan'ny mponina.
3. Ny fepetra avy any ivelany: ny mpiray antoka, na firenena roa izany, na firenena maro, ny fihetsiky ny mpamatsy vola ivelany, sns. - ny lafiny azo ampitahaina; ny fiavotana tsy nisy romoromo tany amin'ny firenena any atsinanan'i Eoropa.
4. Ny zavatra ilaina mba hahatanteraka ny fandrosoana mankany amin'ny fiovana: ny anjara toeran'ny fanjakana izay tsy azo hialàna - ny hoentimanangana ny demokrasia - ny fiarenenana mandala ny demokrasia sy ny tontolo iainana - ny fanehoan'i Madagasikara ny mahaizy azy any amin'ny firenena vahiny.

## SUMMARY

*This paper presents a process which is not over as yet. Although all the conditions for changes are inter-dependent, it is useful to differentiate them under the internal and external aspects, and to distinguish powers from counter-powers. The following points are essential for that purpose :*

1. *The causes and symptoms of power degradation: the social costs of the structural adjustment - the dilemma about dis-ideologization; socialism and the liberalization of the economy, etc.*
2. *The counter-powers: fragmentation and cooperation within the political class - the live forces and the different forms of their resistance - the role of the media - the people's political mentality.*

3. *The external conditions: the bilateral and multilateral partners' and donors' attitudes, etc. - comparative aspects; the peaceful revolutions in the East European countries.*
4. *The pre-requisites of a progress in the process towards change: the state's necessary prerogatives - the constituting elements of democracy - economic and ecological recovery - Madagascar's active self-representation in foreign countries.*